



**Rassemblement
National**

Jordan Bardella

Tête de liste à l'élection européenne

Nezim Tandjaoui
Assistant plaidoyer
14 passage Dubail
75010 Paris

Nanterre le 29 avril 2019

Monsieur,

J'ai pris connaissance avec intérêt du manifeste de Transparency international France.

Nous ne pouvons bien entendu qu'être d'accord avec l'objectif de lutter contre la corruption, le pouvoir exorbitant des lobbys ou encore le pantouflage. De même pour l'indispensable protection des lanceurs d'alerte, à l'exemple de Monsieur Assange, à qui la France aurait dû accorder depuis longtemps l'asile politique.

Il nous apparaît cependant que la solution est loin de se trouver au sein de l'Union européenne, dont la nature même est source de ces maux bien davantage que de leur apaisement.

Le départ de monsieur Barosso chez Goldman Sachs, le financement de l'ALDE par des multinationales, ou les copié-collés des firmes agro-chimiques dans les rapports d'évaluation de leurs propres produits, comme récemment pour le glyphosate, sont bien des scandales générés par l'Union européenne elle-même. Il paraît donc d'autant plus improbable que les autorités internes de l'Union, à l'exemple de l'OLAF ou de la Commission mentionnées dans votre texte, puissent y répondre efficacement.

D'autant plus que ces instances sont d'avantage promptes à utiliser leurs prérogatives pour nuire à leurs adversaires politiques, bien plus que pour lutter réellement contre la corruption et pour la défense de nos valeurs.

78, rue des Suisses
92000 Nanterre

www.rassemblementnational.fr

01 41 20 20 00



L'instrumentalisation des questions d'état de droit en Pologne ou en Hongrie sont en réalité une manipulation grossière et un moyen de pression visant à contraindre ces nations à accepter la politique migratoire irresponsable de l'Union européenne. Le procédé apparaît particulièrement grossier quand on constate en parallèle le silence qui entoure la question des visas dorés que vous abordez dans votre manifeste.

Il nous apparaît donc que le renforcement des pouvoirs de la Commission et le chantage à la suspension des fonds européens serait un outil de lutte contre les choix démocratiques des peuples libres bien plus que de lutte contre de quelconques dérives.

Ces désaccords de fond quant aux solutions à apporter sont pour nous fondamentaux. Si les objectifs sont salutaires, les moyens d'y parvenir ont, à mon sens, déjà fait la preuve de leur échec et nous ne pouvons pas y souscrire.

Cordialement,

Jordan Bardella